

souveraineté du peuple ne peut pas même être suspendue pendant les délais constitutionnels, et que le peuple doit chaque jour remettre en question ce qu'il a décidé la veille ; c'est là qu'on pousse le Pouvoir exécutif et l'Assemblée législative à usurper le pouvoir constituant que leur mandat ne leur a pas donné, et à déchirer la Constitution, en vertu de laquelle ils existent ; c'est là qu'on forge la calomnie contre toute renommée républicaine ; c'est là qu'on poursuit toute liberté et qu'on proclame l'arbitraire et la force brutale comme le seul moyen de gouvernement ; c'est là qu'on provoque les destitutions systématiques ; c'est là qu'on réclame la terreur contre-révolutionnaire comme défense à nous ne savons quel fantôme de terreur révolutionnaire enterré depuis cinquante ans ; c'est là qu'on verse l'outrage non seulement sur les personnes, mais encore sur le pays, et que, pour punir Paris d'avoir usé dans ses votes de sa liberté constitutionnelle, on le signale à l'indignation de la France, comme s'il était permis d'oublier que Paris a toujours maintenu, par son énergique attitude, et quelquefois au prix de son sang, l'indépendance du gouvernement républicain et de la représentation nationale ; c'est là enfin, lorsque la France est partagée entre deux grands partis dont les forces sont presque en équilibre, on ose prononcer, au nom de celui de ces partis qui se pare du titre de modéré, ce mot sauvage de *destruction* !

Ah ! nous le savons heureusement, ces provocations insensées, inspirées par une colère qui se sent impuissante, ne sont pas dans la pensée des hommes qui participent au gouvernement légal de la République ; on les désavoue quelquefois, quand elles s'expriment avec trop de brutalité. Nous croyons aux engagements pris, aux serments solennellement prêtés, à la puissance des lois, et surtout à la force des choses. Quand on est gouvernement, on ne va pas volontiers se briser contre l'impossible. Mais ce n'est pas assez que telles idées, tels projets ne soient point en effet dans le pouvoir ; il est encore nécessaire que l'on ne croie pas qu'ils sont à côté du pouvoir. Pourquoi ceux qui en font des parades continuelles se donnent-ils comme les défenseurs exclusifs, les amis et les confidents de l'autorité ? Pourquoi ne sont-ils pas énergiquement démentis ? Si la pensée ostensible ou secrète de l'autorité n'est pas là, où donc est-elle ? Le gouvernement ne se reconnaît responsable, en fait de journaux, que de son journal officiel, le *Moniteur*. Mais cette réponse n'est pas satisfaisante. Le journal officiel publie les actes et ne les discute pas. Nous sommes habitués à voir ce rôle exercé par la presse quasi officielle, qui n'engage pas directement le pouvoir, mais qui en expose les principes et en laisse aperce-